



RAPPORT D'ENQUÊTE

THAÏLANDE LICENCE TO KILL

REPORTERS SANS FRONTIÈRES DEMANDE UNE ENQUÊTE
INDEPENDANTE SUR LES CRIMES CONTRE LA PRESSE

////////////////// ENQUÊTE MENÉE PAR VINCENT BROSEL ET NALINEE UDOMSINN //////////////////// **REPORTERS SANS FRONTIÈRES // 07.2010**
////////////////////////////////////

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE



Agnes Dherbeys/VII Photo mentor

La Thaïlande a traversé une grave crise politique en avril et mai 2010 qui s’est soldée par un bilan en matière de sécurité des journalistes et de liberté de la presse particulièrement lourd : deux journalistes étrangers tués, parmi les 90 victimes des violences, une dizaine d’autres blessés dont certains avec des séquelles irréversibles, ce à quoi il faut ajouter une vague de censure et d’intimidations sans précédent depuis les années 1990.

Reporters sans frontières a enquêté sur dix affaires représentatives des violations de la liberté de la presse commises par les parties prenantes : d’un côté l’armée, les forces spéciales et les paramilitaires, de l’autre, les militants rouges du United Front for Democracy Against Dictatorship (UDD). Dans ce rapport, l’organisation a fait le choix de donner la parole aux victimes et aux témoins. Un représentant du gouvernement et un avocat de l’ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra ont également été interrogés. Certains récits sont accablants pour les forces de sécurité et les chemises rouges.

Le gouvernement est sorti vainqueur de cette bataille sanglante après l’assaut sur le camp des rouges au cœur de Bangkok le 19 mai 2010, mais beaucoup de questions subsistent sur l’attitude des forces armées. Les témoignages multiples à propos de soldats tirant à balles réelles sur des civils désarmés, le mitraillage de journalistes, les intimidations et la militarisation de la répression politique rendent compte de dérives graves. Profitant de l’état d’urgence et de la menace représentée par les chemises rouges, l’armée thaïe et les forces

spéciales n’ont pas respecté le droit international et la loi thaïe qui protège les civils.

NÉCESSITÉ D’UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE

Plus que jamais une enquête indépendante, incluant des experts internationaux, est nécessaire. La crédibilité internationale de la Thaïlande est en jeu. Si le gouvernement est sérieux dans son intention de réconcilier les Thaïs et de tirer les leçons de ces violences, le Premier ministre Abhisit Vejjajiva doit donner des moyens et des pouvoirs bien plus larges à cette commission d’enquête.

Alors que la Thaïlande vient d’être élue à la présidence du Conseil des droits de l’homme des Nations unies, Reporters sans frontières demande au secrétaire général, Ban Ki-moon, d’intervenir pour que les agences onusiennes soient impliquées dans cette enquête. La gravité des faits oblige à une enquête transparente et exhaustive à laquelle Reporters sans frontières est prête à contribuer en toute indépendance.

CHRONOLOGIE

Septembre 2006 : coup d'Etat militaire renversant le Premier ministre Thaksin Shinawatra, contesté par le mouvement des chemises jaunes.

Août 2007 : adoption d'une nouvelle Constitution.

Décembre 2007 : Victoire électorale des partisans de Thaksin Shinawatra.

Septembre 2008 : Etat d'urgence à Bangkok après des affrontements entre les chemises jaunes et les chemises rouges.

Décembre 2008 : le chef de l'opposition démocrate, Abhisit Vejjajiva, est désigné Premier ministre par le Parlement, après la dissolution du parti au pouvoir.

Mars 2009 : Thaksin Shinawatra appelle ses partisans à se soulever contre le gouvernement. Des rassemblements réunissent des dizaines de milliers de chemises rouges à Bangkok et dans le Nord.

Février 2010 : la Cour suprême saisit plus de la moitié de la fortune de Thaksin Shinawatra pour avoir profité de sa position politique pour s'enrichir.

Mars-avril : les partisans de Thaksin Shinawatra occupent plusieurs quartiers de Bangkok pour obtenir des élections et la démission d'Abhisit Vejjajiva.

7 avril : déclaration de l'Etat d'urgence

10 avril : affrontements armés qui font 20 morts dont un cameraman japonais et cinq militaires.

17 mai : le général pro-rouge Seh Daeng est tué par un sniper alors qu'il est interviewé par des journalistes.

19 mai : l'assaut final de l'armée sur le camp rouge fait 16 morts dont Fabio Polenghi. Incendies volontaires d'immeubles du centre de Bangkok. Plusieurs dizaines de dirigeants et de militants des chemises rouges arrêtés.

Interrogé par Reporters sans frontières, Thani Thongphakdi, le porte-parole du ministère thaï des Affaires étrangères, a affirmé que le Comité chargé de l'enquête sur les violences, serait indépendant. «Le gouvernement considère qu'il est très important de donner une réponse aux questions du public sur les incidents d'avril et mai. Peu importe les résultats de l'enquête, le gouvernement assumera sa responsabilité», a déclaré Thani Thongphakdi.

Pour Robert Amsterdam, avocat de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, « les chiffres ne mentent pas. Le nombre de journalistes et de brancardiers tués ou blessés démontre un manque de préoccupation dramatique pour la sécurité des civils.

Nous sommes face à une multiplication de cas d'usage indiscriminé de la violence. Et nous avons des témoins qui nous indiquent que des journalistes ont été visés. Nous sommes en train de les confirmer et le gouvernement devra répondre de ces accusations. (...) La majorité des morts et des blessés étaient du côté des rouges, cela montre clairement d'où venait la violence. (...) Et nous n'avons aucune confiance dans la volonté politique d'établir la vérité. »

Depuis qu'il a accepté de mener une enquête sur les violences d'avril et mai à Bangkok, cet avocat international est interdit d'entrée sur le territoire thaï.

RÈGLES D'ENGAGEMENT ET CENSURE

Le bilan élevé des reporters tués ou blessés est-il avant tout dû à une conjonction de circonstances malheureuses : un grand nombre de journalistes présents sur les lieux, dont certains pas correctement équipés ; des affrontements armés

très violents dans un environnement urbain ; et un manque d'entraînement des soldats thaïs, notamment sur le sort des civils non armés ? Ou y a-t-il eu intention de tuer ou de blesser des professionnels des médias, notamment étrangers ?

«Dans les derniers jours du conflit, les soldats tiraient à l'arme de guerre sur des civils désarmés, notamment des journalistes. Il n'existait visiblement aucune règle d'engagement pour les soldats livrés à eux-mêmes», a expliqué un journaliste

« Le feu croisé était très intense à ce moment-là. Il n'y avait plus aucune retenue de la part des soldats et des UDD »

européen présent dans les rues de Bangkok. De son côté, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères affirme qu'il existait des règles spécifiques : «Après l'attaque de nos soldats désarmés le 16 avril, l'armée a reçu l'autorisation de tirer à balles réelles contre les fameux 'hommes en noir', les rouges en armes. Les règles ont été annoncées aux soldats. Et en aucune circonstance, l'armée n'a été autorisée à viser des civils.»

Autre sujet d'importance aux yeux de Reporters sans frontières, le renforcement de la censure et de l'autocensure dans le paysage médiatique thaï. Profitant de l'imposition de l'état d'urgence, les autorités, plus particulièrement le Centre de résolution de l'état d'urgence (CRES), ont censuré des sites Internet d'informations tels que Prachatai. Interrogé sur cette question, Thani Thongphakdi a affirmé que le gouvernement accordait une grande importance à la liberté de la presse, mais, dans une réponse pleine de sous-entendus, que les «circonstances obligeaient les médias à être responsables». ///

Liste des incidents traités dans le rapport

1. Mort du photographe indépendant italien Fabio Polenghi
2. Mort du reporter japonais Hiroyuki Muramoto de l'agence Reuters
3. Blessure du reporter canadien Nelson Rand de la chaîne France24
4. Censure du site d'informations Prachatai
5. Incendie du siège de Channel 3 à Bangkok
6. Mise en danger de la photographe Agnes Dherbeys, associée au New York Times
7. Blessure du photographe thaï Subin Namchan du journal Matichon
8. Blessure du journaliste indépendant canadien Chandler Vandergriff
9. Témoignage anonyme d'un correspondant étranger
10. Blessure du photographe thaï Chaiwat Pumpuang du journal The Nation

FABIO POLENGHI

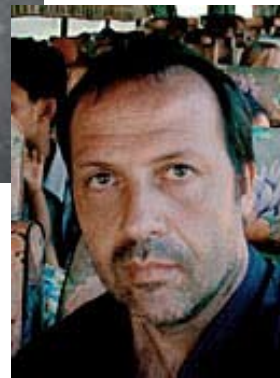
Photographe italien

Photographe reconnu, Fabio Polenghi a été tué par balles, le 19 mai 2010 vers 10 heures 45 en bordure du parc Lumpini à Bangkok, à près d'un kilomètre du cœur des manifestations des chemises rouges. Fabio Polenghi a été mortellement touché lors d'un accrochage violent entre des soldats et des chemises rouges défendant leur barricade. Quatre autres personnes sont mortes sur les lieux.



© Masaru Goto

Le photographe japonais Masaru Goto, témoin de la mort du journaliste italien dans les rues de Bangkok où il réside depuis neuf ans, a livré un témoignage à Reporters sans frontières.



Pouvez-vous revenir sur les circonstances de la mort de Fabio Polenghi ? DR

J'ai vu Fabio pour la première fois mi-avril, pendant les manifestations à Bangkok. Nous sommes devenus amis. (...) J'étais près de lui quand il a été tué. Nous étions au croisement de la rue Sarasin et de l'Avenue Ratchadamri à Bangkok. Près du parc Lumpini. Ce matin-là, l'armée avait commencé à attaquer les militants de l'UDD à cet endroit. Fabio et moi étions en train de prendre des clichés du côté des UDD. Disons que nous étions sur la ligne de front. Vers 10 heures, les tirs de l'armée se sont intensifiés. J'ai essayé de quitter ce carrefour car un manifestant venait de me dire qu'un sniper allait

nous tirer dessus. Nous étions en train de quitter les lieux quand j'ai vu un corps sur le bitume derrière moi. J'ai tout de suite compris que c'était Fabio. Mais je ne peux pas dire d'où sont venues les balles. Je ne suis pas sûr qu'il a été tué parce qu'il était journaliste. Le feu croisé était très intense à ce moment-là. Il n'y avait plus aucune retenue de la part des soldats et des chemises rouges.

L'appareil photo de Fabio a disparu. Qu'en savez-vous ?

Quand il a été touché, nous avons essayé de le tirer hors de la zone de tir. Plus tard, une vidéo a été diffusée qui nous montre en train de le traîner. On voit également qu'un homme habillé comme un journaliste tient une main de Fabio et son appareil. Depuis, nous n'avons pas retrouvé cet appareil. Nous le cherchons.

Pensez-vous que Fabio était visé comme reporter ?

Une rumeur circulait depuis mi-mai qu'un sniper non identifié, peut-être de l'armée ou des UDD, allait tuer un journaliste. Certains auraient eu intérêt à aggraver la crise. En tuant un reporter étranger, le désordre pouvait s'amplifier. Mais je n'ai aucune preuve que cette rumeur reposait sur une quelconque réalité. De fait, l'Association des journalistes thaïs avait conseillé de ne pas se rendre sur certains sites jugés trop dangereux.

Estimez-vous que la police thaïe a conduit une autopsie exhaustive après la mort de Fabio ?

La crémation de son corps a eu lieu rapidement après sa mort. Je ne suis pas certain que la police ait procédé à une autopsie complète. ///

« Le feu croisé était très intense à ce moment-là. Il n'y avait plus aucune retenue de la part des soldats et des UDD »

Interrogée par Reporters sans frontières, la sœur de Fabio Polenghi, Isabel, a confirmé qu'un juge de Rome a été nommé le 20 juin pour enquêter sur la mort du photographe : «Il démarre son enquête, il est disposé à demander tous les documents nécessaires aux autorités thaïes. (...) Depuis le début, je leur demande le rapport final d'autopsie, mais pour l'instant, je n'ai rien reçu. Je veux toute la vérité sur les circonstances de la mort de Fabio».

Reporters sans frontières a recueilli un second témoignage sur la mort de Fabio Polenghi. Le réalisateur de documentaire américain Brad Cox était présent sur les lieux de la fusillade. Il a lui-même été blessé par balles. Brad Cox est notamment l'auteur d'un film documentaire «Who Killed Chea Vichea?», interdit au Cambodge car il traite de l'assassinat d'un syndicaliste khmer.

Dans quelles circonstances Fabio Polenghi a-t-il été tué ?

Je n'avais jamais rencontré Fabio. J'étais posté à ce croisement du côté de la barricade des rouges. Les tirs de l'armée étaient assez nourris. Les rouges répondaient avec des cocktails Molotov et des bombes artisanales. Une balle est passée à 40 centimètres de ma tête avant de venir s'écraser dans un pneu devant moi. Un peu avant 11 heures, j'ai vu que cela s'agissait un peu plus loin sur la rue. Je suis allé voir puis je suis revenu dans la zone rouge. Alors que je me déplaçais, j'ai senti une douleur au genou droit et j'ai réalisé que j'avais été touché, mais cela ne semblait pas trop grave. Je me suis retourné pour essayer de comprendre d'où cela venait, c'est à ce moment que j'ai vu Fabio à moins de dix mètres par terre. J'ai commencé à filmer quand d'autres journalistes et des chemises rouges le tiraient à l'abri avant de le mettre sur une moto. Mais c'était trop tard.

L'appareil de Fabio Polenghi a-t-il été volé ?

Sur mes images, on peut voir un homme, visiblement un journaliste, qui aide Fabio et qui tient son appareil. Depuis, la caméra n'a pas été rendue.

Fabio Polenghi était-il visé comme journaliste ?

Je ne peux pas affirmer avec une entière certitude qui a tiré sur Fabio et moi. Je pense que nous avons été touchés par le tir d'un soldat ou d'un sniper. Quand on nous a tiré dessus, il n'y avait pas beaucoup de monde sur cette partie de la route. Et les militants rouges les plus proches étaient à plus de dix mètres. Donc je ne comprends pas pourquoi on nous a tiré dessus. Nous visaient-ils ou s'agissait-il de balles perdues ? Je ne sais pas. Je portais une grosse caméra et il était facile de voir que j'étais étranger. Mais Fabio portait des vêtements sombres. Est-ce qu'ils l'ont confondu avec l'un de ces hommes en noir ? ///

« Quand on nous a tiré dessus, il n'y avait pas beaucoup de monde sur cette partie de la route. Et les militants rouges les plus proches étaient à plus de dix mètres »

////////////////////////////////////
HIROYUKI MURAMOTO
Cameraman japonais de l'agence Reuters

Le cameraman japonais de l'agence Reuters, Hiroyuki Muramoto, avait été appelé en renfort depuis Tokyo pour soutenir ses collègues du bureau de Bangkok débordés par l'ampleur du mouvement des chemises rouges.

Sans la nuit du 10 avril 2010, il a été tué par balles lors des premiers affrontements armés entre soldats et chemises rouges à Bangkok. L'émotion suscitée par sa mort au Japon et au sein de l'agence Reuters a contraint le Premier ministre Abhisit Vejjajiva à annoncer rapidement la formation d'une commission d'enquête. Mais depuis, aucun résultat n'a été rendu public. Si l'origine des tirs qui ont tué Hiroyuki Muramoto n'a pas été déterminée de manière indépendante, les deux camps se rejettent la responsabilité, il est sûr que les soldats, comme les chemises rouges, ont tiré à balles réelles alors que de nombreux civils désarmés et des journalistes se trouvaient dans le quartier de Rajdumnoen Road. Ce soir-là, treize

personnes ont été tuées et plus de cinq cents ont été blessées.

Interrogé par Reporters sans frontières, un diplomate japonais a confirmé que depuis le 13 avril, les autorités de Tokyo attendent toujours les résultats de l'enquête sur la mort de Hiroyuki Muramoto. «Nous avons demandé une enquête en profondeur aux autorités thaïlandaises. Pour l'instant, nous ne pouvons pas dire si cela a été fait. La police japonaise souhaite également connaître les résultats de l'enquête», a précisé un porte-parole du ministère des Affaires étrangères à Tokyo. Le porte-parole du ministère thaï des Affaires étrangères a refusé de s'engager sur une date pour la publication des conclusions du rapport d'enquête.

«Je suis terriblement attristé de la perte de notre collègue Hiroyuki Muramoto. Le journalisme est parfois une profession terriblement dangereuse, car ceux qui veulent apporter au monde les informations se retrouvent au cœur de l'action. La famille toute entière de Reuters est en deuil avec sa tragédie», a déclaré David Schlesinger, rédacteur en chef de l'agence, après la mort du cameraman. ///

« Le journalisme est parfois une profession terriblement dangereuse, car ceux qui veulent apporter au monde les informations se retrouvent au cœur de l'action. La famille toute entière de Reuters est en deuil avec sa tragédie »



DR

NELSON RAND

Reporter canadien

Agé de 34 ans, le reporter canadien Nelson Rand exerce depuis douze ans sa profession en Asie du Sud-Est. Il est rattaché depuis deux ans au bureau de la chaîne France 24, en tant que freelance. Gravement blessé le 14 mai 2010 alors qu'il couvrait les manifestations, il ne peut toujours pas marcher, à cause de sa blessure au pied, et des lésions sur l'une de ses jambes. Nelson Rand témoigne sur l'incident dans lequel il a failli perdre la vie.



Que s'est-il passé ?

Le 14 mai 2010, je filmais les affrontements entre l'armée et les chemises rouges près de la rue Wittayu. Au début, je filmais tout près des soldats, mais j'ai changé de côté de la rue pour avoir, dans le cadre, des chemises rouges. Quelques minutes plus tard, j'ai retraversé la rue vers l'endroit où je pensais pouvoir filmer les tireurs embusqués qui apparemment se trouvaient dans le parc Lumpini. Une balle a touché ma main gauche, ma caméra est tombée. Je l'ai ramassée et j'ai couru pour me cacher. Quand j'étais par terre, j'ai crié pour qu'on vienne à mon secours, mais j'ai reçu une autre balle dans la jambe.

Une troisième balle m'a touché à l'abdomen. Je ne sais même pas d'où elle est venue. Mais le militant rouge qui m'a traîné à l'abri des tirs m'a dit que j'avais été touché alors qu'il était en train de me secourir.

Ensuite, des membres du service d'ordre des chemises rouges ont risqué leur vie pour moi et m'ont conduit à l'hôpital à moto. L'un conduisait la moto et l'autre me tenait, j'étais au milieu. Ce moment était crucial car l'artère fémorale de ma jambe a été gravement touchée et je perdais beaucoup de sang. Pendant le trajet, notre moto a été visée par des tirs au moins deux fois. On peut encore voir les deux impacts de balles dans la moto.

Avant cet incident, pensez-vous que vous preniez des risques dans la couverture de ces affrontements ?

Oui, j'étais tout à fait conscient des risques encourus. Et je savais que je prenais un risque en traversant cette rue. Je l'ai accepté et maintenant je paie pour cela.

Par ailleurs, je ne portais ni gilet pare-balles, ni casque, car je considérais qu'ils m'empêchaient de

bouger. Pour mon travail, cela pouvait même être une entrave. De toute façon, ces équipements ne m'auraient pas protégé ce jour-là. Je ne portais pas non plus de signe visible pour m'identifier comme journaliste. Un brassard Presse ne m'aurait pas sauvé non plus.

Estimez-vous que vous étiez la cible des tirs ?

Je ne sais pas. Je me suis mis dans une situation à risque. Je n'étais pas obligé d'être là, mais j'ai fait le choix d'y être.

Comment se déroule l'enquête sur cet incident ?

Que je sache, aucune enquête n'a eu lieu. En tout cas, je n'ai pas été contacté par les autorités thaïlandaises à ce propos.



« Des membres du service d'ordre des chemises rouges ont risqué leur vie pour me sauver »

Quelle est votre analyse sur la situation de la liberté de la presse en Thaïlande ? Est-ce que vous vous sentez en sécurité du fait de travailler dans ce pays ?

Globalement, je trouve que le climat s'est détérioré. Mais la situation est facilement réversible. Il faut dire aussi que les conditions de travail des journalistes y sont nettement meilleures que dans la plupart des pays de la région. Je me sens en sécurité ici.

Je voudrais encore redire que j'ai été blessé car je m'étais mis dans une situation dangereuse. J'ai voulu faire un reportage en direct, à côté de la «bataille», mais j'aurais très bien pu le faire depuis un studio... ///

CHIRANUCH PREMCHAIPORN Directrice du site d'informations Prachatai

Depuis le 8 avril 2010, le lendemain de la déclaration de l'état d'urgence à Bangkok et les provinces voisines, le site de Prachatai, ainsi que ses pages Facebook et Twitter, sont constamment bloqués. Le Centre de résolution de l'état d'urgence (CRES) qualifie le journal en ligne de nuisible à la stabilité de la nation.

« La déclaration de l'état d'urgence a permis aux autorités de mettre la pression, directement et indirectement, sur le travail des médias »

Pour faire face à cette censure, le journal a changé sept fois l'url du site. La direction a également décidé de porter plainte contre le CRES, mais une cour de première instance a donné raison aux autorités. Fondé en 2004, Prachatai a pour ambition d'être un média indépendant qui donne la parole à tous les acteurs de la vie politique et sociale du pays. Prachatai est le journal « alternatif » le plus lu, avec 40 000 visites chaque jour. Chiranuch Premchaiporn, sa directrice, nous fait un point sur la situation.

Pourquoi le site de Prachatai est-il toujours bloqué ?

Les autorités ne nous ont pas expliqué pourquoi elles maintenaient le blocage. Je crois que la mesure est toujours d'actualité car l'état d'urgence est toujours en vigueur à Bangkok.

inciter la population à poser des questions sur les informations données par le gouvernement et le CRES sur la situation politique et sociale.

Suite à ce blocage, Prachatai a décidé de porter plainte contre le CRES le 23 avril 2010 mais le tribunal a donné raison au CRES. Quel est l'état d'avancement du procès ?

Le tribunal a considéré que le blocage du CRES était légitime car Bangkok était sous l'état d'urgence. Cela dit, nous avons fait appel, ce 25 mai, car nous estimons que toutes les conditions ne sont pas réunies pour que le CRES puisse appliquer l'article 9 de l'état d'urgence à notre journal. La cour d'appel a accepté notre appel, nous verrons bien quel jugement elle va rendre.

Le journal a été fondé pendant le premier mandat de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra. Connaissez-vous déjà des difficultés à l'époque ?

Non, nous n'avons pas reçu de pressions de la part des autorités à ce moment-là, même si nous condamnions fortement le gouvernement pour ses actions militaires dans les provinces musulmanes du sud de la Thaïlande.



Cette censure constitue la principale difficulté pour Prachatai, car nos lecteurs basés en Thaïlande n'ont pas un accès direct au site. Seule une petite minorité d'internautes maîtrisent les techniques informatiques pour contourner ce blocage et peuvent accéder aux informations en thaï ou en anglais.

Selon vous, pourquoi le CRES a-t-il bloqué Prachatai ?

Je crois que c'est un effort de plus du CRES d'empêcher l'accès aux informations qui peuvent

De manière plus globale, comment la déclaration de l'état d'urgence affecte-t-elle le travail des journalistes ?

La déclaration de l'état d'urgence a permis aux autorités de mettre la pression, directement et indirectement, sur le travail des médias. Tous les médias sont concernés, que ce soient les « traditionnels », les « alternatifs », ou même ceux qui reposent sur le journalisme citoyen. ///

Un responsable de la rédaction de Channel 3

Le jour de l'assaut final, le 19 mai, les manifestants antigouvernementaux ont tenté de mettre le feu au siège de la chaîne nationale Channel 3 à Bangkok. Une centaine de personnes ont été prises au piège des flammes dans le bâtiment. Tous les employés ont été évacués sains et saufs par hélicoptères.

Reporters sans frontières a interviewé un responsable de la rédaction de Channel 3, qui souhaite garder l'anonymat en raison du «contexte de réconciliation de la Nation».

Quel est l'état d'avancement de l'enquête sur l'incendie du siège de Channel 3

Deux organismes sont responsables de l'enquête sur cet incident. Tout d'abord, le Department of Special Investigation (DSI) qui s'occupe de traiter de la question de l'instabilité politique et de la sûreté nationale. En ce qui concerne les dommages matériels, cela relève de la compétence du commissariat de police. Mais je ne peux pas vous fournir les détails, qui sont encore confidentiels pour le moment.

Quels sont les dommages matériels causés par cet incendie ?

Ils ne sont pas trop importants et tout à fait réparables. Des vitres ont été détruites et des meubles endommagés.

Considérant l'ampleur des manifestations des chemises rouges, les dirigeants de la chaîne auraient-ils pris des mesures de précaution pour faire face à une éventuelle attaque ?

Non, l'attaque des manifestants a été une surprise totale. Nous ne pensions pas du tout être une cible.

DR



« Pourquoi les manifestants rouges s'en sont pris à un média qui n'est pas «anti-rouge» ? »

Selon vous, pourquoi les manifestants ont-ils mis le feu à Channel 3, alors que votre chaîne est loin d'être considérée comme «anti-rouge» ?

Je crois que c'est une question de proximité géographique. L'emplacement de notre chaîne est très visible et ce n'est pas loin de Rachaprasong, lieu principal de rassemblement des chemises rouges. Suite aux violences de l'assaut final, il est compréhensible que certains manifestants aient été totalement perdus. Ils étaient sans doute plus facilement influençables. ///

Les chemises rouges, de la contestation à l'insurrection

Fervents supporters de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, les chemises rouges ont fait leur apparition dans le paysage politique thaï en 2006, en opposition aux chemises jaunes. Ces derniers avaient soutenu le coup d'Etat qui avait renversé le milliardaire et politicien controversé. Avec une base composée essentiellement de ruraux du nord-est du royaume et d'ouvriers, le mouvement rouge regroupé derrière le United Front for Democracy Against Dictatorship (UDD) s'est manifesté dès 2007 en opposition au gouvernement militaire. Les chemises rouges ont mené à partir de 2009 une stratégie d'obstruction systématique des activités du gouvernement d'Abhisit Vejjajiva, jugé illégitime. En avril 2010, les leaders des chemises rouges, dont la composition s'est élargie au-delà des supporters de Thaksin, ont lancé un plan d'occupation de Bangkok et de désobéissance dans tout le pays. La révolte politique tourne à l'émeute et à la guérilla urbaine. Des groupes armés, les «hommes en noir», ont recours à la force pour déstabiliser le pouvoir. A partir de mai, le mouvement est qualifié de «terroriste» par les autorités. La plupart des dirigeants du mouvement sont aujourd'hui emprisonnés et la majorité de leurs médias (notamment les sites Internet) ont été censurés. Mais, en cas d'élections générales, le parti Puea Thai, proche des chemises rouges et de Thaksin, pourrait bien remporter de nouveau le scrutin.

AGNÈS DHERBEYS

Photojournaliste freelance

La carrière d'Agnès Dherbeys a commencé en 2004, avec la couverture du tsunami en Thaïlande. Ses photos sont régulièrement publiées dans le New York Times, Newsweek, Times Magazine et Le Monde Magazine.

Pendant la crise de Bangkok, Agnès faisait partie des reporters qui prenaient des risques dans la couverture des manifestations. En tant que photographe, elle estimait nécessaire d'être sur place, même si elle ne possédait qu'un casque. Après avoir échappé de justesse à des tirs de l'armée, elle a cherché à se procurer un gilet de protection, quelques jours avant l'assaut final.

Pourriez-vous nous raconter les événements que vous avez vécu le 13 mai ?

Le 13 mai 2010, alors qu'il était interviewé par des journalistes, le général rebelle pro-rouge Seh Deang a été mortellement touché, a priori par un sniper. Cette attaque a marqué le début de la "bataille de Bangkok". A Rachaprasong, lieu principal de rassemblements des chemises rouges, et dans d'autres quartiers du centre, les manifestants ont commencé à affronter l'armée.

Au début de la soirée, les heurts se déroulaient sur la rue Wittayu, près du parc Lumpini, et sur l'avenue Rama IV. Je suivais quelques chemises rouges sur l'avenue Rama IV, vers la banque HSBC. Ils n'étaient pas armés. Je me trouvais à quelques mètres d'un angle de rue. Après avoir pris des photos de ce groupe, je pensais sortir de la « ligne de front », car il y avait des tirs, certes sporadiques, mais à balles réelles. Cela venait du parc Lumpini. J'ai reculé de quelques mètres et quand je me suis retournée pour prendre une photo, un homme désarmé a été touché à la tête juste devant moi.

Très rapidement, une ambulance, des chemises rouges et des journalistes sont arrivés. Mais il y a eu plusieurs coups de feu tirés dans notre direction alors que le manifestant touché à la tête n'était même pas encore dans l'ambulance. Et une douzaine de personnes étaient autour du corps.

Vous sentiez-vous visée ?

Non, je ne me suis jamais sentie visée. Et je n'ai pas été témoin des incidents au cours desquels des confrères ont été touchés.

Depuis quel moment avez-vous estimé nécessaire d'avoir un gilet pare-balles ? Et pourquoi ?

A partir des affrontements de la nuit du 13 mai.



© Kosuke Okahara

La crise liée à la mobilisation des rouges a totalement changé de visage. On est passé à une phase de guérilla urbaine. Déjà après le 10 avril, l'armée tirait avec des balles réelles. Les premiers affrontements et les explosions sur Silom Road avaient déjà changé la donne. Par ailleurs, travailler la nuit, c'était aussi augmenter le danger par dix.

J'ai finalement pu travailler avec un gilet que l'on m'a prêté pendant trois heures le 16 mai. En revanche, j'avais un bon casque depuis le 10 avril.

« A partir du 13 mai, la crise a totalement changé de visage, on est passé à une guérilla urbaine »

Considérez-vous que les violations de la liberté de la presse continuent aujourd'hui ?

Il y a un climat de censure évident, renforcé par les pouvoirs du CRES.

Dans quelle circonstance avez-vous réussi à prendre des photos de ces mystérieux paramilitaires, les « hommes en noir » ?

Le 10 avril, près du Democracy Monument, alors que l'armée et les chemises rouges s'affrontaient sur Soi Tanao, à balles réelles, j'ai essayé de passer derrière les lignes de l'armée via des petites rues parallèles. C'est là que je suis tombée nez à nez avec un homme armé en uniforme noir. Il était seul. Je l'ai très rapidement pris en photo, et avant qu'il ne me crie dessus, je suis partie. La ruelle était déserte, et je savais que c'était une photo importante. Je ne voulais pas prendre le risque qu'il me prenne mon appareil. Mais je ne sais toujours pas qui il était. ///

SUBIN NAMCHAN

Photographe du quotidien Matichon

Agé de 34 ans, le reporter thaï a été blessé à deux reprises aux jambes près du parc de Lumpini, cinq jours avant l'assaut final. L'objectif de son appareil a été endommagé. Son employeur a pris en charge ses frais d'hospitalisation et lui a versé une prime.

Dans quelles circonstances avez-vous été blessé ?

Le 14 mai, mon chef m'a demandé d'aller prendre des photos des manifestations à Rachaprasong. Je suis arrivé vers onze heures du matin. Après une annonce officielle des leaders des chemises rouges, j'ai entendu dire que les militaires s'affrontaient avec les manifestants près de Uh Jue Liang, un immeuble de bureaux près de Silom, où se trouve notamment Thomson Reuters. J'ai donc décidé d'y aller pour filmer les affrontements. Sur le chemin, des soldats étaient en train de bloquer le passage des voitures. Je suis descendu pour prendre des photos, tout en me cachant. J'ai marché jusqu'au Suan Lum Night Bazaar, où je me suis arrêté pour prendre des photos de voitures qui brûlaient. Quand j'ai vu que certains journalistes traversaient la rue aux côtés des manifestants, j'ai fait pareil en prenant soin de me cacher derrière les murs du parc de Lumpini. J'ai pris des photos des officiers qui étaient en train d'éteindre le feu.

Un peu plus tard, nous avons entendu des tirs de l'autre côté. J'ignore qui a tiré. Les journalistes et les manifestants se sont mis à l'abri. Des manifestants ont jeté des cocktails Molotov et utilisé des lance-pierres, sans atteindre les tireurs. Nous avons entendu des coups de feu de retour de l'autre côté.

Après, tout s'est calmé et une partie des reporters sont partis. A environ treize heures, une balle a brisé un lampadaire près de moi, j'ai ensuite traversé la rue pour prendre des photos. On m'a dit que le tir venait du parc. Ensuite, je suis parti me cacher dans un arrêt de bus. C'est là que j'ai entendu à nouveau plusieurs tirs et j'ai vu des blessés transportés sur les brancards. J'ai avancé d'un pas pour filmer cette scène et là, il y a eu à nouveau des tirs venant du parc de Lumpini. Je suis revenu à l'abri dans l'arrêt de bus. Quand cela s'est calmé, j'ai avancé et je me suis rendu compte que j'avais été touché à la jambe gauche. Un manifestant a voulu m'emmener à l'hôpital, mais les tirs étaient trop nourris. Quelques minutes plus tard, ma jambe droite a été touchée. Les manifestants ont crié : «Couchez-vous, à terre!».

Un autre photographe, ayant entendu que j'avais été blessé, est venu pour prendre des photos mais on lui a également tiré dessus ! J'ai dû attendre à peu près cinq minutes, mais cela me semblait une éternité, puis les policiers m'ont amené à l'hôpital BNH.



« Un autre photographe, ayant entendu que j'avais été blessé, est venu pour prendre des photos mais on lui a également tiré dessus ! » »

Portiez-vous des équipements de protection ?

Oui, un gilet pare balles et un casque. C'est mon journal qui me les a fournis.

Est-ce que vous vous sentiez ciblé à cause de votre profession ?

Je ne pense pas avoir été une cible. Je pense que cela a été plutôt un accident. J'étais dans la masse des manifestants et il n'est pas évident qu'ils aient pu m'identifier comme journaliste.

Quel est l'état d'avancement de l'enquête sur votre cas ?

Les policiers sont venus me voir à la maison quand j'étais en arrêt maladie. Quand j'allais mieux, je suis allé porter plainte au commissariat de Lumpini. Mais je n'ai pas été contacté par la police depuis. ///

DR

Un correspondant étranger témoigne

Le responsable du bureau d'un média étranger qui a couvert les événements témoigne sur les conditions d'exercice du métier pendant les récents événements. Il a souhaité rester anonyme.

Comment votre média s'est-il préparé à couvrir les manifestations ?

Un conseiller spécial en situation à hauts risques a été dépêché de notre siège pour nous aider. Tous nos reporters étaient expérimentés, entraînés et protégés. Ainsi, le 19 mai, nous avions une équipe de chaque côté pour permettre une couverture équilibrée. Mais nous avons dû affronter l'une des situations les plus dangereuses de ma carrière de journaliste alors que j'ai travaillé en Irak et Afghanistan.

Quels étaient les problèmes auxquels votre équipe faisait face pendant la couverture des manifestations ?

Le principal problème, je dirais, était celui de la sécurité, surtout quand les soldats ont commencé à tirer à balles réelles. Mes observations et celles de mes collègues nous incitent à penser que les «rules of engagement» de l'armée thaïe permettaient aux soldats de tirer sur les civils présents dans la zone rouge, pas seulement sur ceux qui étaient armés. J'ai vu de nombreux manifestants rouges sans armes blessés ou tués par des tirs des soldats. Nous n'avons pas pu obtenir de commentaires des officiers de l'armée sur la question des «rules of engagement».

Quels étaient les risques encourus par les journalistes ?

Toute personne présente dans cette zone rouge, journalistes inclus, risquaient d'être blessés ou tués. Dans les derniers jours, cela est devenu encore plus clair. Dans certaines rues et à certains carrefours, tout passage faisait courir un risque vital. Comme Bangkok accueille beaucoup de journalistes qui n'ont pas l'habitude de la couverture des zones de guerre, le danger était encore plus fort. Il y avait une combinaison de danger extrême et de présence massive de journalistes.

« Nous avons dû affronter l'une des situations les plus dangereuses de ma carrière de journaliste alors que j'ai travaillé en Irak et en Afghanistan »

Comment voyez-vous les campagnes hostiles des internautes à l'encontre de certains correspondants étrangers ?

Je ne pense pas que les campagnes actuelles sur Internet soient coordonnées. Cela reste très impulsif.

Donnez-vous une ligne éditoriale spéciale à votre équipe, en raison de la loi sur la lèse-majesté ?

A cause de la loi sur le crime de lèse-majesté, tout ce que nous écrivons sur le roi et sur la famille royale est très mesuré. Nos avocats vérifient les articles et reportages avant publication. La ligne rouge bouge peu, mais elle bouge, et c'est à nous de nous adapter. Effectivement, dans un contexte de succession possible, cette loi est une vraie limite à la liberté d'expression des journalistes thaïlandais et étrangers. Cela reste une question cruciale pour le futur. ///



AP

CHAIWAT PUMPUANG

Photographe du quotidien thaï The Nation

Chaiwat Pumpuang, 45 ans, exerce le métier de photojournaliste depuis vingt-cinq ans. Il a toujours travaillé pour le quotidien anglophone The Nation. Habitué des zones difficiles, notamment la Birmanie, il n'avait jamais été blessé dans l'exercice de son métier. Lors de l'incident, son appareil professionnel a été cassé.

DR



« Je me suis dit : "Soit ils te tirent encore dessus, et tu meurs, soit quelqu'un vient te sauver, et tu survies." J'étais entre la vie et la mort »

Les violences de l'armée l'ont révolté. Il se dit désormais pessimiste pour l'avenir. Toujours en rééducation pour sa jambe droite, Chaiwat Pumpuang nous raconte, depuis son lit à l'hôpital, ce qui lui est arrivé le 15 avril 2010. Images de Chaiwat Pumpuang blessé : <http://www.oknation.net/blog/black/2010/05/15/entry-2>

Dans quelles circonstances avez-vous été blessé ?

Vers 15 heures, j'étais dans l'avenue Rajaprapop pour couvrir une manifestation des chemises rouges. J'étais à côté d'une cinquantaine de manifestants. Ceux-ci ont tenté à s'approcher des militaires, utilisant des pneus comme protection. Ils n'étaient pas armés.

Soudain, les soldats ont tiré à balles réelles ! Au début, je pensais qu'il s'agissait des tirs de somma-

tion. Mais ils ont continué à mitrailler. Je me suis rapidement éloigné pour me cacher. Mais j'ai été visé alors que j'étais à quelques centimètres d'un abri. L'os de ma jambe droite s'est cassé, et je suis tombé par terre. A ce moment-là, ne pouvant plus bouger, alors que les soldats continuaient leur attaque, je me suis dit : 'Soit ils te tirent encore dessus, et tu meurs, soit quelqu'un vient te sauver, et tu survies.' J'étais entre la vie et la mort. Une fois que les tirs ont cessé, des militaires m'ont amené à l'hôpital.

Pensez-vous que vous avez été pris pour cible ?

Je peux affirmer que j'ai été visé intentionnellement. J'étais trop loin du groupe de manifestants attaqué par les soldats pour que la thèse de l'accident tienne la route. Les militaires ne voulaient probablement pas que je prenne des photos

Est-ce que votre journal a publié les photos que vous avez prises de l'incident ?

Elles ont été utilisées dans le quotidien, mais sans les légendes nécessaires pour que les lecteurs comprennent qui a tiré.

Après ce qui vous est arrivé, vous sentez-vous en sécurité d'exercer

votre métier dans le pays ?

S'il y a une manifestation du même genre, non. C'est devenu plus dangereux de couvrir les manifestations de grande ampleur. Et je crains que le travail des reporters ne devienne de plus en plus difficile... ///

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Bangkok est depuis plusieurs décennies un lieu central pour les journalistes qui travaillent en Asie. Des centaines de médias et de reporters étrangers y sont installés. La presse thaïlandaise est l'une des plus libres d'Asie. Mais la crise socio-politique profonde qui s'est de nouveau manifestée lors des affrontements d'avril et mai 2010 a mis à mal cet environnement positif. La sécurité et la libre circulation de l'information ont été sévèrement malmenées par les représentants de l'Etat et les chemises rouges. Aucun des deux camps n'a respecté le droit des journalistes de travailler en sécurité. Et les autorités, engagées dans une répression féroce de l'opposition, ont fait le choix de maintenir une forte pression sur les médias et Internet, au mépris des engagements internationaux de la Thaïlande, notamment envers le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Les comportements de l'armée et celui des milices rouges sont en complète violation de la Déclaration de Medellin adoptée par l'UNESCO sur la sécurité des journalistes qui réaffirme, dans le prolongement de la Résolution 1738 du Conseil de sécurité des Nations unies, la nécessité de protéger les reporters en zone dangereuse.

Les preuves et les témoignages réunis par Reporters sans frontières incitent à penser que l'armée thaïe et les forces spéciales n'ont pas fait preuve de la retenue nécessaire pour protéger la vie des journalistes présents en nombre sur le terrain. Si elles n'ont pas tenté de les empêcher de couvrir les événements, les règles d'engagement et le manque de professionnalisme des soldats ont conduit à des incidents graves qui auraient pu être évités. De même, les militants rouges armés ont délibérément mis en danger de mort des journalistes thaïs et étrangers. Si la responsabilité de certains dirigeants ou militants des chemises rouges dans les violences contre la presse est établie, ils doivent alors être traduits en justice et répondre de leurs actes. De même, les officiers en charge des troupes qui ont ouvert le feu sur des journalistes dûment identifiés doivent être sanctionnés.

Reporters sans frontières veut croire à la volonté du gouvernement d'Abhisit Vejjajiva de mettre fin à l'état d'urgence dans les meilleurs délais et de faire la lumière sur tous les incidents qui ont impliqué des civils désarmés, notamment des journalistes. L'organisation reste néanmoins convaincue qu'aucune solution à la crise thaïlandaise n'est envisageable sans un retour à une pleine liberté d'expression et à une lutte contre l'impunité.

Le gouvernement civil doit s'assurer que les règles d'engagement de l'armée et de la police dans les opérations de maintien de l'ordre sont claires et transparentes, et garantissent la protection des

civils, notamment des journalistes. Les soldats et les officiers qui ne s'y conforment pas doivent être poursuivis.

RECOMMANDATIONS AUX AUTORITÉS

1. Rendre publics dans les meilleurs délais les rapports finaux sur la mort de Hiroyuki Muramoto et Fabio Polenghi.
2. Doter la Commission indépendante pour la vérité et la réconciliation, dirigée par Kanit na Nakhon, de réels moyens humains et matériels pour mener un travail d'investigation sur tous les incidents ayant impliqué des professionnels des médias. Inclure des experts étrangers dans la Commission qui doit être réellement indépendante et disposer des pouvoirs suffisants pour engager des poursuites judiciaires.
3. Lever la censure sur les médias, notamment les sites d'informations. L'Etat d'urgence ne peut servir de prétexte à l'imposition de limites sévères à la libre circulation de l'information. Toute fermeture d'un média ou blocage de site Internet ne doit être possible que sur une décision de justice comportant un débat contradictoire.
4. Faire cesser les campagnes d'intimidations menées à l'encontre de certains journalistes et médias étrangers, et réformer la loi sur le crime de lèse-majesté.
5. Organiser la formation des policiers et des militaires à la sécurité des journalistes.
6. Accorder des compensations financières aux journalistes blessés lors des violences.
7. Assouplir les conditions d'importation dans le royaume du matériel de protection nécessaire aux journalistes.

RECOMMANDATIONS AUX MÉDIAS

1. Améliorer le niveau de formation en matière de sécurité et acquérir du matériel de sécurité (gilet pare-balles et casque).
2. Assurer et établir des contrats avec les journalistes freelance chargés de couvrir des situations à risque.

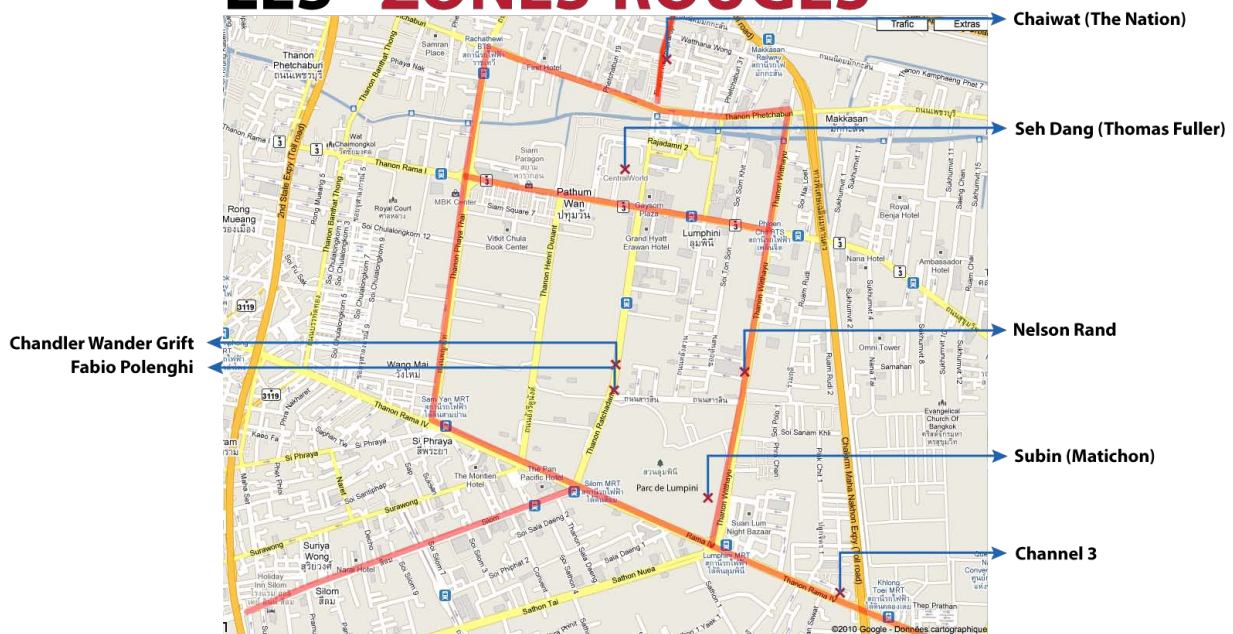
RECOMMANDATIONS AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES

1. Etablir sur la base de la résolution 1738 du Conseil de sécurité des Nations unies, un rapport détaillé sur les violences commises contre la presse lors des récents événements en Thaïlande.
2. Obtenir des autorités du royaume une invitation dans les meilleurs délais pour le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

Les preuves et les témoignages réunis par Reporters sans frontières incitent à penser que l'armée thaïe et les forces spéciales n'ont pas fait preuve de la retenue nécessaire pour protéger la vie des journalistes présents en nombre sur le terrain.

Reporters sans frontières rappelle qu'elle a établi dès 2002 une Charte sur la sécurité : <http://fr.rsf.org/la-charte-sur-la-securite-des-12-04-2007,21668.html>, et qu'elle met à la disposition des journalistes du matériel de sécurité fiable (gilets pare-balles, casques), du matériel de communication (balise de détresse) et des trousse de premiers secours. Reporters sans frontières offre également une assurance spécifique pour les journalistes indépendants, en partenariat avec la compagnie Escapade Assurances.

CARTE DE BANGKOK LES "ZONES ROUGES"



**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Secrétariat international
REPORTERS SANS FRONTIÈRES

47 rue vivienne
75002 Paris - France
Tel. 33 1 44 83 84 84
Fax. 33 1 45 23 11 51
Web : www.rsf.org
E-mail : rsf@rsf.org

Ambroise Pierre - Bureau Afrique : afrique@rsf.org
Benoit Hervieu - Bureau Amériques : ameriques@rsf.org
Vincent Brossel - Bureau Asie : asie@rsf.org
Elsa Vidal - Bureau Europe : europa@rsf.org
Soazig Dollet - Bureau Moyen-Orient : moyen-orient@rsf.org
Lucie Morillon - Bureau Internet : internet@rsf.org
Contact Presse : presse@rsf.org

REPORTERS SANS FRONTIÈRES est une organisation internationale de défense de la liberté de la presse. Elle observe et rapporte les atteintes à la liberté de la presse dans le monde. Constituée d'une équipe de 12 journalistes et reposant sur 140 correspondants, Reporters sans frontières analyse l'information et intervient par voie de presse, par courrier, sous forme de rapports d'enquête et de recommandations pour alerter l'opinion contre les exactions commises contre des journalistes, les violations à la liberté d'expression et faire pression sur les responsables politiques.

Secrétaire général : **Jean-Francois Julliard** | Directeur des publications : **Gilles Lordet**